



INTERNATIONAL BUDGET PARTNERSHIP
Open Budgets. Transform Lives.

Mars - avril 2014 N° 77

Actualités partenaires

[Évaluer le prix des promesses des élections hongroises de 2014](#)

[Améliorer la manière dont la presse rapporte l'actualité économique et financière en Égypte](#)

Issu du rapport annuel : Quels enseignements avons-nous tirés de l'ouverture des budgets ?

[Comment les donateurs peuvent-ils compléter au mieux la société civile du pays dans la promotion de la transparence et de la responsabilité budgétaires ?](#)

[Qu'avons-nous appris concernant la mesure de la transparence et de la responsabilité budgétaires aux niveaux infranational et sectoriel ?](#)

[Quels enseignements avons-nous tirés de la participation publique et de l'engagement des citoyens dans les processus budgétaires ?](#)

L'intersection de la technologie et de la transparence

[Réfléchir à l'impact et à l'objectif de la technologie et de la transparence](#)

Le coin des blogs

[Les derniers messages du blog sur les budgets ouverts](#)

L'IBP accueille un nouveau membre du personnel

L'IPB est heureux d'accueillir sa toute nouvelle recrue, Ryan Flynn ! Ryan rejoint notre équipe de communication en tant qu'auteur/rédacteur et sera chargé de la rédaction du contenu éditorial, de la révision de divers documents et de la gestion des publications de l'IBP.

Avant de rejoindre l'IBP, Ryan a travaillé en tant qu'agent de communication pour l'Institut du développement outre-mer à Londres, où il s'est consacré à élargir l'audience des recherches de l'Institut sur l'aide et les finances publiques. Ryan a travaillé dans le domaine de la communication pour diverses organisations internationales en Australie, au Cambodge et au Royaume-Uni.

Rapport annuel 2013 de l'IBP

Notre rapport annuel pour 2013, « [Mind the Gap : Budgets and Service Delivery](#), » est désormais disponible ! Parcourez le rapport pour y découvrir nos réflexions sur le travail budgétaire en 2013 et au-delà, les publications, ateliers et présentations de l'IBP, ainsi qu'une série d'essais sur l'ouverture des budgets et la possibilité de changer des vies. Veillez à lire, dans ce numéro, trois de nos essais sur les enseignements que nous avons tirés en matière d'ouverture des budgets !

Adoptez une approche sociale avec l'IBP



Formations et événements récents

[Le Webinaire de l'IBP explore l'adaptation des stratégies de plaidoyer](#)

[Atelier de formation sur les droits de l'homme et les budgets en Tunisie](#)

[L'Enquête sur le budget ouvert 2015 de l'IBP démarre avec la formation des chercheurs à Washington, D.C.](#)

Publications

[Publications de l'IBP](#)

[Autres lectures en provenance du terrain](#)

Offres d'emploi

[Deux postes à pourvoir à l'IBP](#)

Actualités partenaires

Évaluer le prix des promesses des élections hongroises de 2014, par Balázs Romhányi, directeur, Institut pour la responsabilité fiscale de Budapest

Depuis que la Hongrie s'est détournée de son système communiste en 1990, la plupart des partis politiques candidats croient que la seule manière de remporter les élections et de prendre le pouvoir est de promettre un « monde meilleur ». Malheureusement, ces promesses vont parfois bien au-delà de la capacité fiscale du pays. En outre, si les partis ne font pas preuve de transparence concernant les conséquences budgétaires des différentes promesses, il est peu probable que le public exigera ces informations. Les politiciens peuvent se trouver dans une situation difficile : s'ils ne tiennent pas leurs promesses irresponsables sur le plan financier, ils seront confrontés à des problèmes politiques. Si, en revanche, ils les tiennent, ils devront gérer les problèmes financiers qui en découlent.

L'[Institut pour la responsabilité fiscale de Budapest \(FRIB\)](#), une organisation de la société civile (OSC) hongroise qui œuvre en vue de faciliter la compréhension de l'impact des politiques budgétaires, souhaitait aider les citoyens et les partis politiques à mieux comprendre les conséquences financières des diverses promesses électorales. En utilisant le système grâce auquel le [Bureau néerlandais d'analyse des politiques économiques](#) (CPB) quantifie l'impact financier des promesses de campagne sous forme de modèle, le FRIB a lancé un projet politiquement neutre pour effectuer des analyses similaires et utiliser leurs résultats pour sensibiliser les électeurs, à l'aide du soutien financier de l'Open Society Foundations. Les méthodes utilisées dans les évaluations du CPB se sont avérées utiles pour le FRIB, car elles permettent d'évaluer, de manière cohérente et reconnue, le prix des promesses « obscures » qui étaient caractéristiques des programmes analysés.

L'une des principales difficultés du projet a été de choisir quelles promesses de campagne analyser. Les programmes officiels des partis sélectionnés comprenaient environ 500 promesses, parmi lesquelles 250 ont été jugées suffisamment précises pour faire l'objet d'une évaluation de l'impact budgétaire. Les types d'initiatives promises lors des élections étaient très diverses : construire une nouvelle centrale hydroélectrique, mettre fin à la pauvreté extrême chez les enfants, réduire les charges sociales ou encore accroître le salaire des enseignants. Des règles complémentaires particulières ont été établies pour analyser les cas dans lesquels une promesse était claire en terme de contenu, mais ne spécifiait pas le calendrier ni/ou l'envergure de la mesure. Sauf indication contraire dans le programme ou précisions communiquées par le parti de quelque manière que ce soit (par exemple, avant la publication de l'analyse du FRIB, les résultats préliminaires ont été envoyés aux partis, afin que ceux-ci puissent apporter des commentaires, clarifications et corrections), on est parti du principe que les mesures seraient mises en œuvre en 2015 et que l'envergure d'une mesure pour accroître ou diminuer un élément était de l'ordre de

20 pour cent. Lorsque cela était approprié, les effets statistiques (c.-à-d., l'impact direct de la proposition sur les recettes ou les dépenses) ainsi que les effets comportementaux (par ex., si l'impôt sur les salaires est réduit, il est possible que les gens travaillent davantage, ce qui pourrait compenser en partie la perte de recettes entraînée par la réduction d'impôts) ont été calculés. À l'échelle du parti, (plutôt que d'examiner chaque promesse individuelle), l'effet « global » de chaque proposition sur les variables macroéconomiques, telles que le produit intérieur brut, l'inflation, l'emploi, etc., et les effets financiers résultant de ces changements macroéconomiques ont également été calculés.

Afin de promouvoir davantage d'ouverture de manière générale, l'organisation Transparency International Hongrie a été invitée à compléter le projet à l'aide d'évaluations des programmes des partis concernant les garanties institutionnelles de transparence, telles que les changements réglementaires visant à accroître la liberté d'information ou le renforcement des institutions en vue de lutter contre la corruption. À la fin de janvier 2014, le projet a été lancé avec la publication d'un [examen en six chapitres](#) sur l'état de la transparence en Hongrie. Celui-ci a couvert la liberté d'information, le financement des partis, la transparence budgétaire, les programmes anti-corruption, les acquisitions publiques et la prise de décisions politiques. Cette partie du projet a été généreusement financée par le gouvernement néerlandais. L'évaluation de l'impact financier de promesses politiques quantifiables et l'évaluation qualitative de ce qu'ont promis les partis en termes de garanties institutionnelles de transparence ont été publiées à la fin mars 2014, 10 jours avant les élections. Les résultats ont été diffusés lors d'une conférence de presse, et sur le [site internet](#) et les pages [Facebook](#) et [YouTube](#) du FRIB.

Nous verrons lors des prochaines élections si le projet a des effets réels à l'échelle mondiale. Nos plus grands espoirs sont que les citoyens exigeront, et que les partis fourniront, des preuves de viabilité financière de leurs promesses de campagne.

Pour davantage d'informations, veuillez contacter Balázs Romhányi à l'adresse suivante : balazs.romhanyi@kfib.hu.

Améliorer la manière dont la presse rapporte l'actualité économique et financière en Égypte, par Ryan Flynn, International Budget Partnership

Réseau de soutien aux médias basé en Égypte et [partenaire de l'IBP](#), l'organisation [Al Sawt Al Hurr \(ASAH\)](#) a récemment achevé un projet visant à former les journalistes aux [reportages économiques et budgétaires](#). L'IBP a financé le projet et a fourni une assistance technique.

Le projet, qui a débuté au début de l'année 2013, a des répercussions importantes sur la manière dont les actualités économiques et financières sont couvertes en Égypte. Selon l'organisation ASAH, ce projet a « pratiquement éliminé [chez les organes de presse participants] la pratique courante » consistant à simplement réimprimer les communiqués de presse ou à s'appuyer sur les services d'agences de presse pour les actualités économiques. L'ASAH a également observé des progrès sensibles en matière d'accessibilité des articles concernant le budget et un élargissement des sujets et formats utilisés pour rapporter les actualités budgétaires.



Le projet a également directement permis de stimuler la couverture, générant plus de 200 articles individuels dans 33 médias.

Qu'a fait l'organisation ?

L'ASAH s'est mise au travail avant de lancer le projet, en effectuant des recherches approfondies sur la couverture des domaines économique et financier en Égypte. Elle a constaté que, malgré l'intérêt d'un large public pour les actualités économiques, peu d'articles parvenaient à figurer en première page et que la couverture était souvent de nature « superficielle ».

L'ASAH a commencé par inviter les responsables des sections d'actualités économiques des organes de presse à nommer les journalistes qui participeraient au projet. Avec l'aide de l'IBP, un ensemble complet de [matériel de formation](#) a été élaboré sur des sujets tels que la manière de trouver des articles portant sur le budget national. L'IBP a également effectué un certain nombre d'ateliers de renforcement des capacités avec des formateurs en vue d'approfondir les connaissances de l'analyse budgétaire et d'élaborer les exercices utilisés au cours de la formation. Trente-deux journalistes issus de 30 organes de presse différents ont été sélectionnés pour participer à la formation initiale.

La première phase de la formation a consisté en une série d'ateliers : [une introduction aux reportages économiques](#) avec le [Syndicat des journalistes égyptiens](#), une introduction à l'analyse budgétaire et un cours avancé d'analyse budgétaire.

Une deuxième phase a consisté en une formation plus ciblée incluant : un concours d'écriture, qui a coïncidé avec les préparations des budgets nationaux et les discussions parlementaires, et une série de rencontres mensuelles avec les organisations de la société civile.

Qu'est-ce qui a fonctionné ?

Un certain nombre d'enseignements ont pu être tirés de la formation :

1. L'association de formateurs ayant une expérience de l'analyse budgétaire à des formateurs possédant une compréhension du journalisme s'est avérée essentielle. Cela a permis aux apprenants non seulement de recevoir un enseignement concernant le budget, mais également concernant la manière de trouver des articles d'actualité intéressants portant sur les informations budgétaires.
2. L'accent mis sur les exercices écrits pratiques a bien fonctionné, à la fois en tant qu'aide d'apprentissage et pour stimuler la création de nouveaux articles individuels.
3. L'encadrement et le soutien personnalisés ont contribué à améliorer la qualité des articles. La qualité et le volume des articles publiés n'ont, dans un premier temps, pas répondu aux attentes. Mais après avoir reçu un avis individuel sur leur travail, les apprenants ont réalisé de nets progrès.
4. Le fait d'établir des contacts entre les journalistes et les OSC a permis de s'assurer que la formation restait pertinente et ancrée dans des questions présentant une préoccupation réelle. Cela a également permis de forger des relations : lorsqu'un nouvel article est publié, les journalistes savent qui contacter lorsqu'ils souhaitent faire part de leurs commentaires.
5. Faire participer les responsables des actualités économiques dès le départ et s'assurer qu'ils demeurent impliqués a porté ses fruits. Cela a permis d'assurer que les journalistes formés reçoivent les ressources et le soutien nécessaires pour s'engager dans des articles portant sur le budget.

L'ASAH, avec le soutien continu de l'IBP, prévoit de dispenser un cours avancé de journalisme d'investigation dans le courant de l'année. L'IBP prévoit désormais de condenser les leçons tirées de la formation de l'ASAH, ainsi que des [travaux précédents en Tunisie](#) et au Kenya, dans un guide complet sur la formation des médias aux reportages budgétaires.

Issu du rapport annuel : Quels enseignements avons-nous tirés de l'ouverture des budgets ?

Comment les donateurs peuvent-ils compléter au mieux la société civile du pays dans la promotion de la transparence et de la responsabilité budgétaires ?

De nombreux pays dans lesquels l'IBP travaille ont en commun un certain nombre de défis. Leurs gouvernements fournissent aux citoyens très peu d'informations sur ce qu'ils font, y compris sur la manière dont ils perçoivent et dépensent les ressources publiques. Même s'ils sont souvent officiellement démocratiques, les gouvernements offrent peu d'espace au débat, à la contestation et à l'engagement actif des citoyens dans l'élaboration et le suivi des politiques. Les organisations de la société civile

manquent souvent des capacités et des ressources nécessaires pour exercer une pression efficace sur les gouvernements ou pour mobiliser le public afin qu'il exige davantage de transparence et de responsabilité. Aussi, la responsabilité gouvernementale est davantage affaiblie par le fait qu'une partie conséquente des dépenses publiques est financée, non pas par les impôts payés par la population, mais par l'aide étrangère.

Dans de tels pays, les donateurs et les agences internationales fournissant une assistance technique et financière au gouvernement pourraient jouer un rôle important en vue d'accroître la transparence et de renforcer la responsabilisation du pays et les efforts des OSC. Cependant, les efforts des donateurs visant à promouvoir les réformes dans les pays en développement ont un bilan discutable. L'utilisation passée de la conditionnalité (c.-à-d., faire dépendre l'aide de réformes spécifiques) a fait l'objet de critiques pour avoir été négociée à huis clos, pour avoir faussé les processus politiques domestiques et miné



l'appropriation nationale en imposant des modèles « à taille unique » tirés de l'expérience étrangère. Bien que dans de nombreux cas, les donateurs aient été capables de provoquer des changements dans les politiques gouvernementales, leurs interventions n'ont pas toujours atteint l'impact escompté et n'ont pas souvent réussi à appuyer les institutions ni à fournir les motivations nécessaires pour soutenir les réformes. Il est donc très important de réfléchir à la manière dont les donateurs peuvent utiliser différents outils, tels que des standards et des mesures incitatives, de manière à promouvoir le dialogue au sein du pays, les processus de responsabilité concernant la gestion des finances publiques et maximiser les chances d'obtenir des impacts positifs et durables.

Par exemple, les donateurs peuvent s'engager à verser directement une plus grande partie de leur aide dans le budget des gouvernements de pays plus transparents ou exiger que des standards spécifiques en matière de transparence soient remplis avant le versement des fonds d'assistance. Les donateurs peuvent également fournir une assistance technique et un financement pour soutenir l'introduction de systèmes d'information complets qui permettent aux gouvernements de produire des informations budgétaires exactes et actualisées, ou soutenir le développement de systèmes de diffusion de l'information permettant de transmettre les informations financières et portant sur la prestation de services au public.

Certaines de ces initiatives sont déjà de plus en plus couramment utilisées. À l'échelle internationale, les agences de donateurs ont commencé à souligner la nécessité, pour les pays en développement, de prendre des mesures en vue d'améliorer la transparence et l'accès du public aux informations concernant les questions gouvernementales. Par exemple, la Banque mondiale, la Commission européenne et le Ministère britannique du développement international ont tous inclus une certaine forme d'évaluation ou de standards liés à la transparence budgétaire au sein de leurs procédures et directives d'appui budgétaire, souvent suite à des discussions avec l'IBP. À l'échelle nationale, les donateurs ont également commencé à promouvoir la transparence, comme cela a été documenté récemment dans des [études de cas](#) de l'IBP. Plus récemment, les donateurs ont soutenu les gouvernements dans la mise en œuvre d'innovations en matière de transparence budgétaire. Dans tous ces cas, bien qu'à divers degrés, les groupes locaux de la société civile ont participé au dialogue et ont bénéficié des améliorations en matière de transparence budgétaire, permettant de garantir qu'il y ait une demande intérieure pour soutenir les réformes.

Il est évident qu'il faut promouvoir et institutionnaliser davantage certaines de ces nouvelles approches encourageantes. En nous appuyant sur notre expérience de coopération avec les donateurs et les groupes de la société civile du monde entier (et en collaboration avec la campagne ONE), nous avons présenté certains principes de base aux donateurs intéressés par la promotion d'une approche plus constructive, et potentiellement plus efficace, en vue d'améliorer la transparence et la responsabilité budgétaires dans les pays recevant une assistance. Une telle approche pourrait également permettre aux donateurs de devenir des alliés précieux pour les acteurs de la société civile œuvrant dans les pays en

développement dans la lutte pour inciter les gouvernements à pratiquer la transparence. Les principes sont les suivants :

- 1) les standards et mesures incitatives en matière de transparence budgétaire devraient être fondés sur un dialogue au niveau national, élaborés et suivis de manière transparente et adaptés au contexte du pays ;
- 2) les standards et mesures incitatives en matière de transparence budgétaire devraient inclure à la fois des critères minimum et une approche graduelle permettant d'encourager les améliorations ;
- 3) les standards de transparence budgétaire devraient être liés à des mesures positives d'incitation, telles que l'octroi d'une part croissante de l'aide par le biais des systèmes gouvernementaux ou d'une assistance technique ciblée ; et
- 4) l'utilisation des standards de transparence budgétaire devrait être coordonnée entre l'ensemble des donateurs et liée aux améliorations réalisées par ces derniers en matière de transparence de l'aide.

L'IBP travaille, et continuera à travailler au cours des cinq prochaines années, avec les donateurs désireux de promouvoir la cause de la transparence financière et de la participation pour réfléchir à la manière dont ces principes pourraient être le plus efficacement adaptés et ajustés aux politiques, priorités et portefeuilles d'aide existants. Écrire une nouvelle page de la collaboration entre différentes parties prenantes en vue de soutenir des réformes de gouvernance plus profondes et durables constitue une part essentielle de nos efforts.

Qu'avons-nous appris concernant la mesure de la transparence et de la responsabilité budgétaires aux niveaux infranational et sectoriel ?



[L'Enquête sur le budget ouvert](#) de l'IBP est axée sur la transparence budgétaire et la participation au niveau du gouvernement central. Ceci est tout à fait logique, car c'est par le budget du gouvernement central que la plus grande partie de la collecte des recettes et des dépenses a lieu dans la majorité des pays. Cependant, dans de nombreux pays, les gouvernements locaux et de province/d'État sont responsables d'une partie importante des dépenses publiques pour la prestation de services sociaux, et génèrent souvent leurs propres recettes, en plus des fonds versés par le gouvernement central. Dans de nombreux pays également, les dépenses

publiques et la prestation de services requièrent une coopération des unités gouvernementales nationales et infranationales au sein d'un secteur, tel que la santé ou l'éducation, afin de fournir des services efficaces. Pour cette raison, bien qu'inciter à la transparence budgétaire à l'échelle nationale demeure un objectif important, un autre défi essentiel pour progresser sera de mesurer et d'améliorer la transparence budgétaire aux niveaux infranational et sectoriel. Travailler sur les budgets infranationaux et sectoriels fournit une occasion d'établir un lien entre les budgets publics et les biens et services publics à l'échelle locale et donc, d'intéresser un segment beaucoup plus large de la population au plaidoyer budgétaire.

Par exemple, il est possible que les principaux documents budgétaires produits par les gouvernements centraux, et évalués par l'Enquête sur le budget ouvert, ne contiennent que peu d'informations à l'échelle locale ou sur des secteurs qui concernent davantage les citoyens. Les résultats de l'EBO indiquent que dans de nombreux pays, les documents nationaux contiennent peu de données sur les ressources disponibles aux points de prestation de services, comme les écoles ou les postes de santé locaux, ou peu d'informations non financières concernant les objectifs de politiques détaillés, les plans de mise en œuvre et les résultats attendus. Ceci a également été confirmé par les résultats d'une [étude](#) conjointe effectuée par l'IBP et l'Institut du développement outre-mer en 2013 concernant la question de savoir si

les informations budgétaires mises à disposition par les gouvernements d'Afrique répondent aux besoins des OSC qui cherchent à effectuer une analyse et un suivi des budgets. L'étude a révélé que les rapports sur les recettes et dépenses réelles ont tendance à fournir uniquement des informations globales, rendant le suivi de la prestation de service à l'échelle locale extrêmement difficile.

Pour mieux comprendre la transparence à l'échelle locale, et donc, établir un lien entre les budgets et la prestation de services, l'IBP a entrepris des recherches en vue d'élaborer et de tester des outils pour évaluer la transparence budgétaire des gouvernements au niveau infranational et dans les budgets sectoriels. Deux séries d'études ont été complétées jusqu'à présent, utilisant différentes approches pour développer des méthodologies et instruments d'évaluation de la transparence. Bien que ces études aient apporté des résultats utiles, aucune d'entre elles n'a satisfait les standards de l'IBP en matière de rigueur et d'utilité.

Concernant la transparence budgétaire à l'échelle infranationale, [l'IBP a confié à des chercheurs de la société civile la mission](#) de concevoir et de mettre en œuvre une série initiale d'évaluations pilotes dans 10 pays, qui ont été achevées en 2011/12. Les résultats de cette première série d'études ont été difficiles à interpréter car plusieurs d'entre elles ont combiné des mesures objectives et subjectives dans leurs indices, ce qui pourrait soulever des questions quant à l'exactitude des résultats. Dans la deuxième série d'études infranationales, achevées en 2013, l'IBP s'est efforcé à la fois d'éviter les problèmes méthodologiques identifiés dans les études pilotes et d'évaluer la pertinence et la faisabilité de l'application d'une méthodologie générique dans un ensemble de pays caractérisés par différentes structures infranationales. Pour accomplir ces deux objectifs, l'IBP a élaboré une méthodologie de transparence budgétaire infranationale qui a ensuite été mise en œuvre par ses partenaires au Brésil, en Indonésie et en Tanzanie. La méthodologie s'est inspirée de l'Enquête sur le budget ouvert, ainsi que des réflexions émises par les trois partenaires de recherche de l'IBP.



L'expérience de cette deuxième phase est mitigée. D'une part, l'IBP est satisfait d'avoir développé une méthodologie générique et objective pour évaluer la transparence budgétaire infranationale, qui s'est avérée être adaptable à différents contextes, y compris de grandes capitales et des États au Brésil, d'immenses villes et de petites municipalités rurales dans des îles éloignées en Indonésie, ainsi que des districts ruraux isolés en Afrique. D'autre part, la méthodologie n'évalue pas la transparence budgétaire de manière à établir un lien direct entre les budgets et la vie des citoyens, et elle rencontre des difficultés à saisir de manière adéquate la manière dont les budgets affectent la prestation de services.

Parallèlement à chaque série d'études infranationales, l'IBP a établi un partenariat avec d'autres organisations internationales pour effectuer des évaluations de transparence budgétaire au sein de secteurs particuliers. Au cours de la première série, l'IBP et la Fédération internationale pour la Planification familiale (IPPF) ont collaboré à l'élaboration d'une méthodologie pour une [série d'études](#) du secteur des soins de santé maternelle, mise en œuvre par l'IPPF dans quelques pays d'Amérique latine. Pour la deuxième série d'études sectorielles, l'IBP s'est associé à Save the Children et à la fondation Accountability and Transparency for Human Rights (AT4HR) [pour évaluer](#) la transparence budgétaire des programmes de nutrition destinés aux enfants dans quelques pays africains. La fondation AT4HR a élaboré la méthodologie des études avec la contribution de l'IBP et de Save the Children.

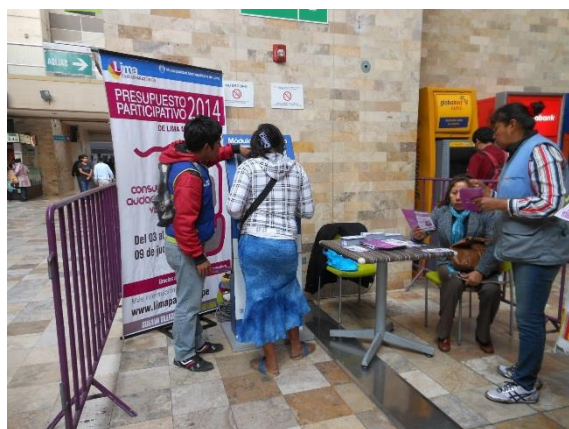
Comme les études infranationales, ces études sectorielles montrent qu'il est faisable d'utiliser des outils génériques pour évaluer la transparence et renforcer le plaidoyer (l'IPPF et Save the Children utilisent tous les deux les résultats des études afin de plaider en faveur d'une plus grande transparence budgétaire). Cependant, comme dans le cas des études infranationales, l'IBP estime que les outils utilisés pour effectuer ces études sectorielles ne sont pas suffisamment axés sur la manière dont les

budgets influencent la prestation de services, et donc la manière dont ils influencent la vie des populations.

L'une des raisons pour lesquelles ces diverses études n'ont pas couvert les questions liées à la prestation de services de manière significative est que très peu de budgets gouvernementaux fournissent des informations complètes concernant l'impact des budgets sur les services. De plus, les organismes de finances publiques professionnels n'ont pas établi de normes de bonnes pratiques sur ce sujet. Par conséquent, l'IBP et ses partenaires devront réfléchir à la manière d'établir de telles normes et à la manière de convaincre les gouvernements qu'il est nécessaire de les adopter. Si les travaux de l'IBP sur l'ouverture des budgets doivent réellement transformer des vies, nous devons identifier des moyens plus directs grâce auxquels l'objectif de transparence budgétaire, de participation et de responsabilité peut être lié aux questions de prestation de services afin de rapprocher au plus près le budget des nécessités et priorités réelles des citoyens dans le monde entier.

Quels enseignements avons-nous tirés de la participation publique et de l'engagement des citoyens dans les processus budgétaires ?

Afin de responsabiliser leurs gouvernements quant à l'utilisation des ressources publiques, il faut davantage aux citoyens que le simple accès aux informations budgétaires. Ceux-ci ont également besoin de pouvoir s'engager de manière substantielle dans le processus budgétaire afin de présenter leurs points de vue, obtenir un retour et influencer les politiques publiques. Autrement dit, la participation publique à la préparation et au suivi du budget peut être perçue comme l'un des principaux chaînons manquants entre la transparence et la responsabilité, entre l'ouverture des budgets et la possibilité de changer des vies.



Nous avons documenté un certain nombre de cas dans lesquels les organisations partenaires de l'IBP ont réussi à avoir un impact sur les politiques publiques en exerçant une pression sur les gouvernements « de l'extérieur », par le biais de campagnes médiatiques, d'une mobilisation de la base et de procès. Cela s'est souvent fait en dépit de difficultés considérables à utiliser les possibilités existantes de se faire entendre, et les améliorations réalisées peuvent être difficiles à maintenir dans la durée. Dans de nombreux autres cas, cependant, les acteurs de la société civile ont vu les recommandations provenant de leurs efforts d'analyse budgétaire et de plaidoyer tomber dans l'oreille d'un sourd à cause de l'absence de mécanismes de participation.

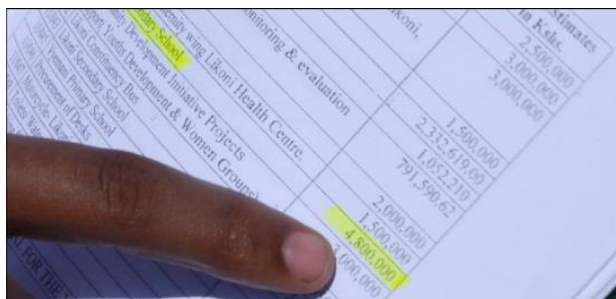
Afin de mieux comprendre cette question et d'attirer davantage l'attention sur celle-ci, l'IBP a introduit une nouvelle série de questions dans le questionnaire d'Enquête sur le budget ouvert 2012, portant sur la participation publique et l'engagement des citoyens à différentes étapes du processus budgétaire. Compte tenu du manque de directives et de standards existants sur ce qui constitue « une bonne pratique » dans ce domaine, la nouvelle section de l'Enquête a puisé dans les directives pour l'engagement public dans le secteur de la gestion environnementale, la documentation sur les processus budgétaires gouvernementaux à l'échelle locale, et les consultations avec des experts dans le domaine. Les conclusions qui se dégagent sont loin d'être encourageantes.

Les opportunités de participation publique au processus budgétaire sont soit limitées, soit complètement absentes dans la plupart des pays. La note moyenne obtenue par les 100 pays évalués lors de l'enquête de 2012 n'est que de 19 sur 100, par rapport à une note moyenne de transparence budgétaire de 43 sur 100. Seul un pays (la Corée du Sud) a obtenu une note quasiment parfaite, tandis que 83 pays ont obtenu moins de 33, indiquant qu'ils fournissent, au mieux, des opportunités extrêmement limitées à l'engagement du public dans le processus budgétaire.

Les recherches de l'enquête ont cependant mis à jour un certain nombre de pratiques émergentes et innovantes qui pourraient étayer de plus grands progrès dans ce domaine. Par exemple, un certain nombre de pays (dont le Botswana, le Kenya et Trinidad et Tobago) organisent des consultations régulières au cours de l'étape de l'élaboration pour identifier les priorités budgétaires du public. Dans certains cas, ceux-ci font partie de processus d'examen de politiques sectorielles spécifiques, tandis que dans d'autres, les fonctionnaires du ministère des finances se déplacent dans différentes provinces pour recueillir les propositions de diverses parties prenantes. Les parlements au Kenya, en Allemagne et en Afrique du Sud organisent des audiences publiques sur différents aspects des propositions budgétaires avant leur approbation, lors desquelles divers groupes de citoyens et d'autres organisations peuvent présenter leurs points de vue et propositions. Dans certains pays, ces processus sont diffusés en direct à la radio ou à la télévision. En Colombie et aux Philippines, des organismes d'audit externes font participer des groupes de la société civile et des citoyens au processus d'audit, à la fois pour identifier les priorités et effectuer un suivi des recommandations d'audit. L'État de l'Andhra Pradesh, en Inde, a été plus loin, en établissant un programme qui a effectué plus de 3 200 audits sociaux impliquant la participation des citoyens. Ceux-ci ont contrôlé directement un programme national d'emploi du gouvernement, qui a entraîné plus de 38 000 actions disciplinaires contre des fonctionnaires. De ce fait, des centaines de fonctionnaires gouvernementaux ont été suspendus ou sanctionnés, et près d'un quart des 24 millions de dollars d'irrégularités détectées a été recouvré.

L'IBP a récemment recueilli, auprès de trois pionniers dans ce domaine, un certain nombre d'exemples de mécanismes rendant possible la participation au processus budgétaire : le Brésil, les Philippines et la Corée du Sud. Ces mécanismes comprenaient notamment des commissions et conseils nationaux faisant intervenir diverses parties prenantes, qui ont examiné les propositions politiques et influencé l'élaboration du budget, l'élaboration participative et ascendante du budget à l'échelle locale, l'utilisation des technologies d'information pour permettre aux citoyens de transmettre les informations liées au budget à divers organismes gouvernementaux.

À certains égards, donc, les lacunes de données concernant ce qui caractérise la participation publique et l'engagement des citoyens dans les processus budgétaires sont peu à peu comblées. Davantage de gouvernements s'intéressent à la question de la participation et recherchent des exemples utiles pouvant guider les réformes dans ce domaine. Un exemple intéressant de cette tendance vient du Kenya, où la nouvelle législation budgétaire rend obligatoire les



éléments de la participation dans le cadre de l'effort de décentralisation à l'échelle nationale. À l'échelle internationale, le consensus en faveur du renforcement de la participation publique au processus budgétaire se développe peu à peu. L'assemblée générale de l'ONU a adopté une résolution en janvier 2013 encourageant les États membres à intensifier leurs efforts pour améliorer la transparence, la participation et la responsabilité dans les politiques fiscales, en se fondant sur les principes proposés par l'initiative mondiale sur la transparence des finances publiques (GIFT), dont l'IBP est un membre de premier plan. De plus, la Banque mondiale a commencé à donner la priorité aux recherches et au plaidoyer sur la participation publique aux processus budgétaires.

Malgré ces progrès, beaucoup reste à faire. Les données indiquent que la transparence budgétaire seule n'est pas suffisante pour assurer la responsabilité des gouvernements concernant l'utilisation des ressources publiques. Sans possibilité de participation, la société civile a de grandes difficultés à faire entendre sa voix et à influencer la politique publique. Lorsque les gouvernements ouvrent des horizons en faveur de l'engagement des citoyens, une dynamique différente commence à se développer, donnant lieu à un partenariat plus constructif, et potentiellement à de meilleurs résultats sur le plan politique. Nous devons donc nous assurer que le principe d'intégration systématique de la participation publique aux processus budgétaires soit incorporé aux systèmes budgétaires gouvernementaux dans le monde entier, et accepté et promu par les institutions multilatérales, telles que le Fonds monétaire international et l'Organisation de coopération et de développement économiques. Les partisans de cette idée, dont l'IBP, doivent être capables de formuler plus clairement ce qui caractérise l'engagement des citoyens dans les

processus budgétaires, et de prouver les avantages qu'il apporte par rapport aux investissements et aux efforts impliqués.

Au cours des années à venir, l'IBP axera ses efforts sur la promotion de cet objectif en :

- documentant et en évaluant les bonnes pratiques émergentes en matière de participation publique aux prévisions budgétaires ;
- établissant des normes et des bonnes pratiques à l'échelle internationale concernant la participation publique, par l'intégration de ces pratiques émergentes dans les codes et standards existants ;
- travaillant avec les partenaires de la société civile, les institutions internationales et les gouvernements réformistes pour promouvoir une mise en œuvre plus large de ces standards émergents ; et
- révisant plus en profondeur l'Enquête sur le budget ouvert pour documenter l'évolution de la participation à l'échelle du pays au fil du temps.

L'intersection de la technologie et de la transparence

Réfléchir à l'impact et à l'objectif de la technologie et de la transparence, par Jay Colburn, International Budget Partnership

Cet article est un résumé d'une discussion figurant sur le blog de Duncan Green [From Poverty to Power](#) (De la pauvreté au pouvoir).

Les questions concernant la transparence et la responsabilité gouvernementales ont recueilli une attention et un intérêt accrus au cours de ces dernières années, de l'idée générale d'un gouvernement ouvert aux domaines spécifiques comme les données ouvertes, les budgets ouverts, les contrats ouverts, etc. La transparence et la responsabilité sont parfois vantées comme une solution simple et à bas coût permettant à la fois de réaliser des économies et de réduire la pauvreté. Mais existe-t-il des preuves permettant d'étayer ces affirmations ? Les politiciens et les gouvernements font-ils preuve de sincérité dans leur soutien aux principes et pratiques de transparence et de responsabilité, ou ont-ils d'autres intentions ?

La transparence n'est pas une solution miracle, elle fait plutôt partie de l'arsenal. La transparence, associée à des institutions responsables et réceptives ainsi qu'à l'espace permettant la participation de la société civile, permet de changer la donne.

- Peter Eigen

Espérant répondre à ces questions et à d'autres questions connexes, Duncan Green d'Oxfam a récemment demandé à trois experts dans le domaine de la transparence de partager leurs réflexions.

Peter Eigen, fondateur de Transparency International, pense que la transparence seule ne permet pas nécessairement d'apporter des changements significatifs dans les sociétés. Sans une certaine volonté de la part des gouvernements, sans institutions de contrôle efficaces et compétentes, et sans implication de la population, le fait de rendre les informations publiques ne parviendra probablement pas à entraîner des changements politiques et des répercussions concrètes. Même lorsque les gouvernements pratiquent la transparence, ce n'est pas uniquement la quantité d'informations qu'ils mettent à disposition qui compte, mais également leur qualité. Les données sont-elles actualisées, complètes et compréhensibles ? Les informations fournies correspondent-elles à la demande ? Autrement dit, ces informations présentent-elles un intérêt pour la population, et celle-ci est-elle en mesure de les utiliser ? Ces questions sont essentielles lorsque l'on examine ce qu'il faut véritablement entendre par transparence, si elle est significative

et si elle a le pouvoir d'influencer les résultats de développement.

Dans son commentaire, Rakesh Rajani, responsable de Twaweza Afrique de l'Est et co-président de la société civile du partenariat Open Government Partnership, a exprimé ses observations sur la transparence et l'illusion du pouvoir miraculeux de la technologie pour le développement. Les récents progrès technologiques ont eu pour effet de décentraliser et de démocratiser davantage l'information. Mais l'accès aux téléphones portables et à Internet ne peut, à lui seul, débarrasser les sociétés de leurs inefficacités et inégalités ancrées. Des décennies de déséquilibres structurels et d'asymétries de pouvoir entre les riches et les pauvres, les puissants et les marginalisés, ne peuvent être résolues du jour au lendemain par la technologie. Rajani a proposé trois conseils pour réfléchir à l'évolution de la relation entre la technologie, la transparence et la responsabilité :

« Il n'y a pas si longtemps, des adultes s'exprimaient comme s'il suffisait de répandre les téléphones portables et Internet pour voir se dissoudre les déséquilibres persistants et structurels et les asymétries de pouvoir qui nous empoisonnaient depuis des décennies. »

- **Rakesh Rajani**

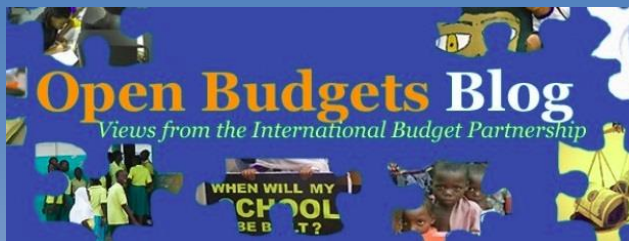
- Les technologies qui nous donnent de nouvelles manières de penser l'information, de l'utiliser et de la partager ne permettent pas nécessairement de surmonter ou de changer les contraintes non technologiques auxquelles nous sommes confrontés.
- Nous avons besoin d'une profonde compréhension de la motivation humaine : qui, parmi la population et le gouvernement, est prêt à prendre les mesures nécessaires pour entraîner des impacts significatifs et pour quelle raison.
- Établir un système et un processus d'expérimentation et d'adaptation structurés peut nous permettre de tirer des enseignements de nos succès et de nos échecs.

« La question de savoir si "l'ouverture" et un "gouvernement ouvert" sont bénéfiques pour les pauvres dépend de ceux qui en font la promotion, les utilisent et dans quel but. »

- **Rosemary McGee**

Rosemary McGee, de l'Institut des études du développement (Royaume-Uni), a soulevé la question de l'absence de définition unique et convenue de la transparence. La transparence en tant qu'« ouverture » ou « gouvernement ouvert » peut signifier des choses très différentes en fonction de ceux qui l'utilisent, des bureaucrates aux économistes en passant par les techniciens et ceux qui militent en faveur d'une société ouverte. Lorsqu'elle est définie comme une « ouverture », la transparence peut avoir des effets positifs, neutres ou même négatifs pour les populations pauvres et marginalisées. Lorsque les nouvelles technologies y sont associées, la portée des effets positifs et négatifs peut potentiellement s'accroître de manière exponentielle.

Mais la transparence peut aussi être conceptualisée en tant que précurseur de la responsabilité. La transparence en faveur de la responsabilité signifie « un engagement fondé sur des valeurs en faveur d'un type de changement particulier, ancré dans les principes d'équité et de droits humains. » Et la responsabilité dans la gouvernance est, selon McGee, quelque chose d'universellement bénéfique. Mais le lien de causalité entre la transparence, la responsabilité et les impacts positifs sur la vie des personnes pauvres est long, complexe et n'est pas encore entièrement compris. C'est une raison de plus pour s'interroger sur ce que l'on recherche sous l'appellation de « transparence », qui en fait la promotion et pourquoi.



Lu dans le blog sur les budgets ouverts

[Que faire lorsque les gouvernements opposent une résistance ?](#) L'organisation de la société civile indienne Samarthan contrôle la mise en œuvre du programme pour l'emploi rural « Mahatma Gandhi National Rural Employment Guarantee Scheme » (MGNREGS), dans l'État de Madhya Pradesh. Le gouvernement ayant trouvé les moyens d'annuler les progrès que le groupe avait accomplis dans son activité de surveillance en « agissant sur le système », Samarthan a dû changer son approche. Voici comment l'organisation s'y est prise.

[La transparence pour quoi ? Les gouvernements publient-ils les informations budgétaires sont les OSC ont besoin ?](#) L'IBP s'est associé à l'Institut du développement outre-mer pour déterminer si les informations budgétaires mises à disposition par les gouvernements répondaient aux besoins des OSC. Le projet et le rapport qui a suivi se sont concentrés sur l'Afrique, une région où les défis concernant la transparence budgétaire sont les plus importants.

[¿Dónde Van Mis Impuestos? \(Où va mon argent ?\) : Comment la volonté politique peut répondre à cette question](#) : « ¿Dónde Van Mis Impuestos? » — la version espagnole du service « Where Does My Money Go ? » mis en place par l'Open Knowledge Foundation (un site internet qui permet de visualiser sous forme graphique la manière dont l'argent des impôts est dépensé dans les pays du monde) — a été lancée en décembre 2010 et est rapidement devenue un modèle en Espagne.

Formations et événements récents

Le Webinaire de l'IBP explore l'adaptation des stratégies de plaidoyer, par Jessica Taylor, International Budget Partnership

Le 16 avril, l'IBP a organisé un webinaire intitulé « How to Adjust Your Advocacy Strategy when the Government Fights Back or the Context Changes » (Comment adapter votre stratégie de plaidoyer lorsque les gouvernements opposent une résistance ou lorsque le contexte évolue) dans le cadre de sa nouvelle série de webinaires. Les formateurs Yogesh Kumar, directeur exécutif de [Samarthan](#) et Albert Van Zyl, responsable du développement des connaissances et de l'apprentissage à l'IBP, ont tiré des leçons de l'étude de cas de l'IBP récemment mise à jour « [Samarthan's Campaign to Improve Access to the National Rural Employment Guarantee Scheme in India](#) » (La campagne de Samarthan pour améliorer l'accès au programme de garantie de l'emploi en milieu rural en Inde). Le webinaire a intégré les réflexions théoriques de Van Zyl et l'apprentissage expérientiel de Kumar pour fournir un compte-rendu holistique du processus d'adaptation de la stratégie dans un contexte de plaidoyer.

La présentation de Van Zyl s'est concentrée sur « le quoi, le pourquoi et le comment de l'adaptation de stratégie » et a souligné l'importance de recueillir des informations sur la manière dont une stratégie fonctionne en pratique, puis de les utiliser afin de réfléchir à la stratégie et d'effectuer les ajustements nécessaires. Kumar s'est plongé dans l'expérience de terrain de Samarthan dans son effort d'assurer la mise en œuvre efficace de la loi sur la garantie de l'emploi en milieu rural (NREGA) en Inde. Kumar a continué en expliquant les défis significatifs auxquels l'organisation Samarthan était confrontée et la manière dont elle a adapté sa stratégie pour les surmonter, notamment l'intensification de ses travaux visant à démontrer le problème répandu d'une mauvaise application de la loi NREGA.

Le webinaire a été suivi par une audience nombreuse, environ 42 participants, et a stimulé de riches discussions lors desquelles ont émergé plusieurs questions essentielles. L'une de ces questions a été la manière dont les OSC doivent adapter leur stratégie lorsqu'elles font face à des fonctionnaires gouvernementaux réticents, résistants ou indifférents. Ceci peut constituer un défi considérable, et il est important d'engager un dialogue ouvert avec les fonctionnaires gouvernementaux afin de transmettre l'objectif du travail et sa pertinence pour les communautés impliquées. Il est également important pour les OSC de déterminer sur quelles forces elles peuvent s'appuyer. Dans le cas de Samarthan, le groupe a utilisé la force des dispositions constitutionnelles pertinentes et de la loi sur la garantie de l'emploi en milieu rural (NREGA) pour inciter le gouvernement à agir conformément à la loi.

D'autres questions ont été soulevées au cours du webinaire, notamment : la manière dont les OSC peuvent maintenir une latitude suffisante pour réfléchir à la stratégie et l'adapter le cas échéant, tout en respectant les engagements spécifiques faits aux donateurs lors des propositions et accords ; le rôle important de la jeunesse dans les efforts de plaidoyer, et le défi de la coordination et du consensus lors de l'adaptation d'une stratégie.

Pour écouter le webinaire dans son intégralité et télécharger les présentations, rendez-vous sur la [page webinaire](#) de l'IBP.

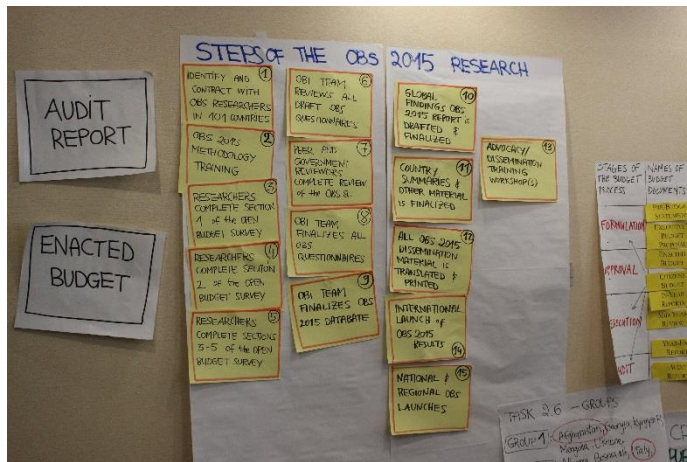
Atelier de formation sur les droits de l'homme et les budgets en Tunisie, par Akram Al-Turk, International Budget Partnership

À la fin avril, l'IBP a organisé un atelier sur les droits de l'homme et les budgets à Tunis, capitale de la Tunisie. La formation de trois jours, organisée en coopération avec le Bureau du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH), a fourni aux participants un premier aperçu de l'utilisation de l'analyse budgétaire et d'autres outils de suivi en vue de garantir l'exercice des droits économiques et sociaux. Parmi les participants figuraient des activistes de la société civile travaillant pour les droits de l'homme et/ou l'amélioration de la gouvernance en Tunisie.

L'atelier a inclus des sessions sur les droits économiques et sociaux, le lien entre ces droits et les budgets gouvernementaux, et les différents types de méthodologies de suivi utilisées par les activistes du monde entier à des fins de plaidoyer. Le reste de l'atelier a porté essentiellement sur l'analyse budgétaire, initiant les participants à certains calculs pouvant être utilisés pour déterminer si les gouvernements remplissent leurs obligations en matière de droits de l'homme. Étant donné qu'au cours des deux dernières années, le gouvernement tunisien a diffusé plus d'informations budgétaires que jamais, les participants ont pu analyser les chiffres réels de la Tunisie pour déterminer si les efforts du gouvernement dans des secteurs tels que la santé et l'éducation sont suffisants.

L'IBP poursuit sa coopération avec le HCDH en Tunisie, et organisera trois autres ateliers au cours des trois prochains mois. Ces ateliers de formation seront adaptés de manière à répondre aux besoins des activistes de la société civile travaillant dans des régions plus défavorisées du pays, et auront lieu dans les gouvernorats de Kasserine, Gabes et Jendouba.

L'Enquête sur le budget ouvert 2015 de l'IBP démarre avec la formation des chercheurs à Washington, D.C., par David Robins, International Budget Partnership



L'[Initiative sur le budget ouvert](#) de l'IBP — un programme mondial de recherche et de plaidoyer visant à promouvoir l'accès du public aux informations budgétaires et l'adoption de systèmes budgétaires responsables — a lancé le cycle 2015 de l'[Enquête sur le budget ouvert](#) (EBO). L'EBO est la seule mesure indépendante, comparative et régulière de la transparence et de la responsabilité budgétaires dans le monde entier, et l'Enquête de 2015 inclura les évaluations de 102 pays. Pour commencer le dernier cycle de l'Enquête, l'IBP a rassemblé des chercheurs de la société civile issus de 37 pays, de

l'Afghanistan à la Zambie, pour une formation de quatre jours (du 18 au 21 mars) à Washington, D.C. L'enquête biennale est compilée, utilisant des données recueillies par des chercheurs indépendants de la société civile dans le monde entier. L'objectif de la formation a été d'aider les chercheurs, en particulier ceux qui ne connaissaient pas encore bien l'EBO, à développer les compétences et outils nécessaires pour compléter les quatre tableaux et les 133 questions de l'enquête. Ce rassemblement a également permis aux participants d'apprendre des autres activistes œuvrant dans le domaine du budget et de partager leurs expériences.

Les formations ont inclus un examen approfondi du cycle budgétaire, incluant les principaux acteurs, les dates importantes, les meilleures pratiques et les documents budgétaires. En utilisant des exemples issus des précédents cycles de l'Enquête, les chercheurs ont appris comment évaluer l'exhaustivité des documents budgétaires, comme les propositions budgétaires de l'exécutif ou le rapport de fin d'exercice. Ils ont également appris à évaluer la solidité des institutions de contrôle ainsi que les différentes formes que pouvait prendre la participation des citoyens au cours du processus de budgétisation. De plus, l'atelier a permis aux chercheurs de replacer l'EBO au sein de la demande de transparence financière plus large, à l'échelle mondiale, et de comprendre comment elle peut être utilisée en tant qu'outil de diagnostic, de recherche et de plaidoyer au sein de leur pays.

L'atelier de Washington D.C. a été déterminant pour assurer que les chercheurs obtiennent des résultats d'enquête cohérents et crédibles, et a constitué le premier élément de la formation continue et de l'assistance technique fournies par le personnel de l'IBP tout au long du processus d'enquête. Des webinaires et une assistance individualisée ont également été proposés au fur et à mesure que des sujets se présentaient.

Publications

Publications de l'IBP

L'IBP a récemment ajouté de nouvelles publications à la [bibliothèque en ligne](#) !

Nos études de cas sur les impacts documentent le rôle des activités d'analyse budgétaire et de plaidoyer des OSC dans l'amélioration des politiques budgétaires et leur mise en œuvre. Grâce à ces études, l'IBP a appris qu'il est utile de comprendre comment les réactions des OSC face à l'évolution des circonstances peuvent affecter la durabilité des réalisations de leurs campagnes. Pour en apprendre davantage sur ce qui se passe sur le terrain, l'IBP a revisité trois campagnes ayant fait l'objet d'études de cas précédentes pour voir ce qui s'était produit une fois la poussière retombée.

- « La campagne de Samarthan pour améliorer l'accès au Programme national de garantie de l'emploi rural en Inde » ([résumé](#), [version complète](#))
- « La Social Justice Coalition (Coalition pour la justice sociale) et l'accès à l'assainissement de base dans les quartiers informels du Cap en Afrique du Sud » ([résumé](#), [version complète](#))
- « Les preuves en faveur du changement : la campagne menée par Subsidios al Campo au Mexique » ([résumé](#), [version complète](#))

Lectures complémentaires en provenance du terrain – Une couverture adaptée des questions budgétaires et de la participation de la société civile dans les budgets publics par des universitaires et des revues professionnelles



Dans la note de recherche intitulée « [How Civil Society Organizations Close the Gap between Transparency and Accountability](#) », (Comment les organisations de la société civile comblent

l'écart entre transparence et responsabilité) publiée dans *Governance*, Albert van Zyl, de l'IBP, pose « la question la plus cruciale pour les militants et spécialistes œuvrant pour la responsabilité : comment et quand la transparence entraîne-t-elle davantage de responsabilité ? La note de Van Zyl examine en particulier le rôle joué par les OSC pour exiger et utiliser les informations budgétaires des gouvernements, en s'appuyant sur les études de cas concernant l'activité d'OSC dans 11 pays d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie du Sud.

Dans un rapport de recherches sur les politiques intitulé « [Electoral Accountability and Local Government Spending in Indonesia](#) » (Responsabilité électorale et dépenses des gouvernements locaux en Indonésie), l'unité de l'égalité et de la réduction de la pauvreté de la Banque mondiale observe les effets des réformes indonésiennes *Pilkada*. Ces réformes ont permis des élections directes, dans les districts locaux, portant sur les résultats en matière de développement humain, de dépenses publiques et de génération de recettes à l'échelle du district. Les auteurs trouvent peu de preuves suggérant que les élections directes ont eu des effets significatifs sur le développement humain, mais ont constaté que les responsables de district répondent désormais davantage aux besoins locaux concernant les dépenses de santé.

Abdirisq Ibrahim Mohamed et Ali Yassin Sheikh-Ali de l'université SIMAD examinent les données de six institutions fédérales en Somalie dans leur étude, « [Assessing the Financial Accountability of the Somali Federal Government Organizations](#) », (Évaluer la responsabilité financière des organismes du gouvernement fédéral somalien) afin d'évaluer la solidité du système de responsabilité financière du gouvernement. Les auteurs font plusieurs suggestions concernant la manière dont la Somalie peut améliorer son système de responsabilité financière, y compris la publication régulière de données budgétaires et la promotion de la participation du public au processus de budgétisation, afin de fournir une prestation plus efficace des services publics de base.

L'institut canadien C.D. Howe Institute a publié un rapport sur les problèmes croissants en matière de responsabilité financière au Canada, intitulé : « [Credibility on the \(Bottom\) Line : The Fiscal Accountability of Canada's Senior Governments, 2013](#) ». (La crédibilité en jeu : la responsabilité financière des gouvernements supérieurs du Canada, 2013). Les auteurs Colin Busby et William B.P. Robson affirment qu'au cours de la dernière décennie, les gouvernements provinciaux du Canada ont dépassé leurs objectifs de dépenses de 47 milliards de dollars au total, entraînant une hausse des impôts et de la dette publique. De grandes disparités au sein des gouvernements provinciaux concernant les standards de comptabilité et de communication de l'information financière ont été le principal facteur des dépenses

excessives. Les auteurs concluent en proposant des suggestions sur la manière dont les gouvernements provinciaux peuvent améliorer leurs informations financières afin que les législateurs et le public puissent demander des comptes au gouvernement.

Au cours d'un projet commun pour la Fondation nationale pour l'Inde (NFI) et la société Sambodhi Research and Communications Private Limited, Dharmendra Chandurkar et Nidhi Sen ont produit « [Developing Monitoring and Evaluation Framework for Budget Work Projects : A How-To-Guide For Practitioners](#) » (Développer un cadre de suivi et d'évaluation pour les projets de travail budgétaire : un guide pratique à l'intention des spécialistes). Le guide a été créé en tant que référence pour aider les professionnels à développer des cadres d'évaluation et de suivi simples et solides, à l'aide d'un processus simple, étape par étape. Le guide est le résultat d'une série d'ateliers réalisés par le NFI avec des groupes budgétaires partenaires. Il fait la synthèse des enseignements tirés afin d'aider les professionnels dans le domaine des budgets et des politiques à réaliser des impacts concrets dans un environnement complexe comprenant de multiples parties prenantes.

Offres d'emploi

Deux postes à pourvoir à l'IBP

- [Responsable de programme – plaidoyer international](#) : L'IBP recrute un/e responsable de programme pour soutenir son programme de plaidoyer international. Par l'intermédiaire de ce programme, l'IBP s'efforcera de réaliser des réformes de transparence budgétaire dans les pays dont les systèmes budgétaires font partie des moins ouverts au monde.
- [Responsable de programme \(Afrique du Sud\) – programme « Catalyst »](#) : L'IBP recrute un/e responsable de programme pour rejoindre l'équipe du programme « Catalyst » en Afrique du Sud. Le/la responsable de programme sera chargé(e) de représenter l'IBP et de gérer l'initiative « Catalyst » en Afrique du Sud.